

Alimentation mondiale : enjeux et perspectives

JEANNE VÉRONIQUE ATSAM MONENGOMO, Camerounaise, amie du Mouvement ATD Quart Monde depuis plus de dix ans, est volontaire permanente au Centre d'actions éducatives et sociales pour les enfants orphelins et vulnérables de la Fondation Petit Dan et Sarah à Yaoundé depuis janvier 2007, et étudiante en Master 2 Droits de l'Homme et action humanitaire à l'Université Catholique d'Afrique Centrale, Institut de Yaoundé.

À partir de l'expérience de son pays, le Cameroun, l'auteure tente de comprendre pourquoi certains souffrent de la faim alors même que la production mondiale est largement suffisante pour couvrir les besoins en nutrition de l'ensemble de la population.

Dans une photo prise à l'Extrême Nord du Cameroun, un jour d'école, on voit un enfant pieds nus, vêtu de haillons, couvert de poussière, debout devant un rocher, une calebasse rafistolée à la main. Il a entre huit et dix ans. Interrogé sur les raisons de sa présence à cet endroit à l'heure des cours, cet enfant répond : « *Nous n'avons pas d'eau à boire. Souvent l'eau coule de ce rocher. Alors j'attends ici en espérant qu'elle viendra* ».

Au Cameroun, mais aussi ailleurs dans le monde, à l'image de cet enfant qui attend avec sa calebasse que vienne un filet d'eau, beaucoup de personnes continuent d'attendre de pouvoir un jour se nourrir sans difficulté.

Un riche potentiel sous-utilisé

La part des personnes qui ont des difficultés pour se nourrir reste en effet extraordinairement importante aujourd'hui, alors même que des études attestent que la production mondiale est largement suffisante pour couvrir les besoins en nutrition de l'ensemble de la population mondiale. Cette situation n'est pas sans conséquence pour la paix et la cohésion sociale, comme ont pu le démontrer les émeutes de la faim qui ont éclaté dans plusieurs pays du monde au cours des dernières années. Le Cameroun n'a pas été épargné. En février 2008, une partie de la population qui estimait avoir assez attendu que les pouvoirs publics prennent des mesures pour que tout le monde puisse se nourrir sans trop de difficultés se révolta¹, au péril d'un grand nombre de vies humaines. Avec cet événement,

1. Lire *Cameroun – 25-29 février 2008 – Une répression sanglante à huis clos*, Rapport de l'Observatoire National des Droits de l'Homme, avec l'appui de l'ACAT-Littoral Cameroun et de l'ACAT France.

se fit jour le débat sur les facteurs qui expliquent l'incapacité du Cameroun à transformer son riche potentiel agricole² en source de bien-être pour ses populations, et sur la recherche de moyens pouvant permettre à ce pays d'assurer la sécurité alimentaire de ses populations. Nous citerons ici quelques-uns de ces facteurs :

- > La difficulté pour les agriculteurs paysans de produire en quantité suffisante pour tous, car ils produisent près de 70 % des denrées alimentaires qui approvisionnent les marchés de vivres du Cameroun en travaillant avec la force de leur bras, c'est-à-dire avec l'énergie produite par leur corps, en se servant de deux principaux outils : la houe et la machette, n'ayant pas les moyens de se doter d'outils modernes (tracteurs, laboureuses) pouvant leur permettre de cultiver en plus grande quantité tout en préservant l'environnement, et dans des conditions qui ne nuisent pas à leur santé physique. Pourtant, cela leur permettrait de produire en quantité suffisante pour tous. Les appuis gouvernementaux dans ce domaine restent très insuffisants et la situation est aggravée par la corruption des fonctionnaires qui détournent les fonds alloués au Ministère de l'agriculture pour soutenir des projets dans ce sens.
- > Les difficultés d'acheminement des produits agricoles sur tous les marchés pour que l'ensemble de la population soit approvisionné en tous les produits de base. Au Cameroun, une grande partie des récoltes s'avarie parce les paysans ont d'énormes difficultés à transporter leurs productions des campagnes vers les villes à cause de l'enclavement des routes. Cet enclavement des routes fait aussi qu'au Nord du pays – région aride –, la famine fait des ravages, alors qu'au Sud – où le climat est plus favorable à l'agriculture –, des stocks de denrées alimentaires se détériorent³.
- > Le coût élevé des denrées alimentaires dû aux deux précédents facteurs, car pour espérer avoir un revenu suffisant en vendant leurs récoltes, les agriculteurs augmentent les prix pour compenser les pertes dues aux produits qui se sont avariés, et aussi au grand décalage qui existe entre l'offre et la demande.

Comment sortir de cette situation ?

Que faire pour qu'il soit possible à tout le monde de se nourrir dans un pays comme le Cameroun qui dispose de la matière première pour y parvenir, et dans ce monde où, en 2010, 925 millions de personnes ont souffert de la faim⁴, alors que 70% d'entre elles vivent en milieu rural et sont des petits exploitants et des ouvriers agricoles⁵ et que des études attestent que la production mondiale est largement suffisante pour couvrir les besoins en nutrition de l'ensemble de la population?

Aujourd'hui, une opportunité est donnée à tous les pays de repenser leurs politiques agricoles afin de promouvoir la sécurité alimentaire pour tous, en misant sur l'agriculture familiale⁶. Forme d'agriculture majoritaire, surtout dans les pays du Sud, l'agriculture

2. Appelé autrement « Afrique en miniature », le Cameroun regorge de terres fertiles et propices à tout type de culture et d'élevage.

3. Par la voix de son Directeur général José Graziano da Silva, la FAO exigeait le 6 mars 2014 à Budapest, une meilleure distribution de la production alimentaire dans le monde pour éviter les situations de famine dans les zones pauvres.

4. FAO, situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010 – 2011.

5. Olivier De Schutter, Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, juin 2010.

6. Les Nations Unies ont fait de 2014 l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Selon les Nations Unies, l'agriculture familiale englobe toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. Elle permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole qui, sous la gestion d'une famille, repose essentiellement sur de la main-d'œuvre familiale, aussi bien les hommes que les femmes.

familiale nourrit plus de 70% de la population mondiale⁷. Pour les Nations Unies, l'objectif est de favoriser le débat et la coopération aux niveaux local, national, régional et mondial, pour faire mieux connaître et comprendre les défis qu'affrontent les petits exploitants, les agriculteurs paysans et aider à identifier des moyens efficaces pour soutenir cette agriculture. Mais cette initiative de l'ONU, que nous saluons, ne sera de nature à faire avancer les choses dans le sens d'une véritable lutte contre la faim dans le monde, surtout pour les personnes les plus pauvres qui en sont les premières victimes, que si on associe ces populations démunies à toutes les discussions qui seront organisées.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté affirment ne pas vouloir être des bénéficiaires passifs de projets et de programmes destinés à améliorer leurs conditions de vie, mais plutôt à y jouer un rôle actif. Pendant très longtemps en effet, la créativité et l'imagination collectives de l'humanité ont été privées de la pleine participation des personnes en situation d'extrême pauvreté⁸, tout simplement parce que ceux qui décident pensent que ces dernières ne sont pas assez aguerries pour contribuer efficacement à la marche du monde. Ce qu'il faut comprendre pour changer cette façon de voir et de faire, c'est que, tant que le savoir et l'expérience des personnes qui vivent dans la pauvreté et qui sont les premières à souffrir de la faim – alors même que, souvent, elles travaillent la terre pour se nourrir et contribuer à nourrir la population mondiale – ne sont pas associés à la prise de décisions, tout ce qui sera fait laissera inévitablement ces personnes en arrière, car leurs besoins spécifiques n'auront pas été pris en compte au stade de l'élaboration. ■

7. Via Campesina : article paru dans le cadre de la Journée internationale des luttes paysannes du 17 avril 2011.

8. ATD Quart Monde, *Vers un développement durable qui n'oublie personne. Le défi de l'après 2015*, juin 2013,

<http://www.atd-quartmonde.org/Vers-un-developpement-durable-qui.html>